

## Les connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH/sida en Ile-de-France en 2004

Beltzer Nathalie, Vongmany Natalie, Lagarde Mylène, Wu-Zhou Xiaoya, Grémy Isabelle.

Réalisées en 1992, 1994, 1998, 2001 et 2004, les enquêtes KABP (knowledge, attitudes, beliefs and practices) permettent de suivre l'évolution des connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH/sida de la population générale adulte résidant en Ile-de-France, tout en tenant compte des nouveaux enjeux et contextes de l'épidémie.

L'enquête 2004 s'inscrit dans un contexte épidémiologique inquiétant (relâchement des comportements de prévention, recrudescence des IST<sup>(1)</sup>), toujours marqué par une moindre médiatisation du sida. L'enquête régionale, comme les précédentes, est financée par le Conseil régional d'Ile-de-France.

Cette plaquette présente l'évolution des principaux indicateurs. Un rapport d'étude rend compte des résultats détaillés ([www.ors-idf.org](http://www.ors-idf.org)). Une enquête nationale financée par l'Agence nationale de

recherches sur le sida et les hépatites virales, la Fondation de France et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé est réalisée conjointement.

**Les enquêtes KABP face au VIH** sont réalisées en **Ile-de-France** depuis 1987, tous les 3 ans environ, sur des échantillons représentatifs de la population francilienne âgée de 18 à 69 ans. Depuis 1992, elles sont effectuées, selon un protocole identique, à partir d'un échantillon tiré aléatoirement de la liste des abonnés au téléphone filaire. En 2004, 1574 personnes âgées de 18 à 69 ans ont été interrogées par l'institut de sondage IPSOS, mais pour des raisons de comparabilité avec les autres enquêtes, l'analyse ne porte ici que sur la population âgée entre 18 et 54 ans.

Pour rendre la structure similaire à celle de la population francilienne, l'échantillon est pondéré par la taille du ménage et ensuite calé sur l'enquête emploi de l'INSEE de 2002.

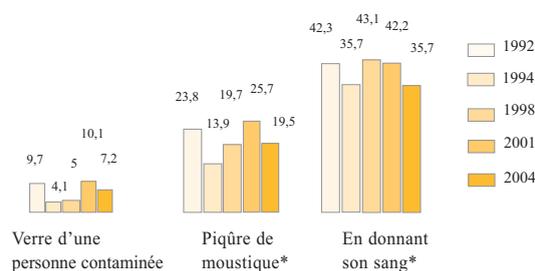
### Une meilleure connaissance de la maladie, mais la compréhension des mécanismes de transmission plus incertaine

Après la diminution constatée lors de la dernière enquête, la connaissance des circonstances qui ne transmettent pas le VIH s'améliore en 2004. Les Franciliens sont en effet moins nombreux en 2004 qu'en 2001 à croire à tort en la contamination "par piqûre de moustique" et "lors d'un don de sang", retrouvant le niveau de 1998.

Cette amélioration ne concerne toutefois pas les jeunes de 18 à 24 ans qui gardent un niveau équivalent à celui de 1992. Les répondants âgés entre 25 et 34 ans restent en 2004 les mieux informés.

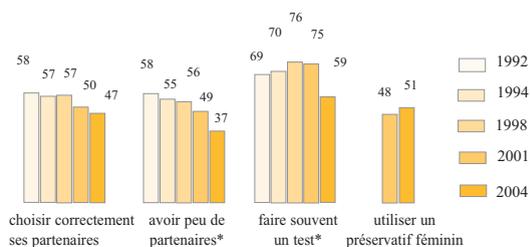
Et comme en 2001, plus le niveau d'études est élevé, meilleure est la connaissance.

#### Pensent que la contamination est possible dans les circonstances suivantes (en % de oui)



\* différence statistiquement significative entre 2001 et 2004

#### Efficacité des moyens pour se protéger du VIH (En % de tout à fait ou plutôt efficace)



\* différence statistiquement significative entre 2001 et 2004.

Le préservatif masculin reste le moyen de protection reconnu comme le plus efficace (94%). La proportion de Franciliens considérant comme efficaces les stratégies basées sur la communication avec le partenaire (*poser des questions à son partenaire sur sa vie sexuelle passée, ...*) reste stable. Toutefois, "faire régulièrement soi-même un test de dépistage" et "avoir peu de partenaires différents" sont considérés comme moins efficaces, atteignant même leur plus faible niveau depuis le début des enquêtes.

Par ailleurs, et ce de manière préoccupante, après un recul continu depuis 1994, l'efficacité de "se laver après l'acte sexuel" augmente de nouveau en 2004 (13,6% contre 9,1% en 2001).

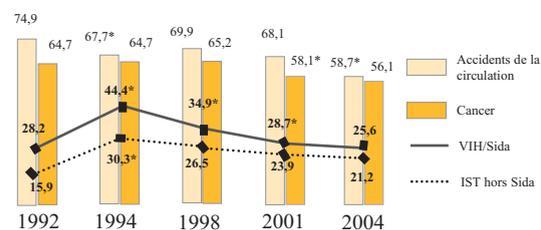
## Intégration du VIH/sida dans le paysage des risques sanitaires : la banalisation de la maladie se poursuit

### Une perception du risque de contamination stable et toujours diffuse

Après une diminution en 1998, l'évolution de la plupart des indicateurs de perception du risque est stable depuis. Les Franciliens sont ainsi en 2004 environ 30% à avoir déjà craint d'être contaminés et 40% à se considérer comme ayant un risque supérieur ou égal à la moyenne d'être contaminés par le virus du sida. Les femmes sont en 2004 toutefois plus nombreuses à se considérer comme ayant un tel risque (46,3% contre 36,3% en 2001). De même, la crainte d'avoir déjà été contaminée par le VIH est plus fréquente chez les Franciliens âgés de 45 à 54 ans (29,8% en 2004 contre 19,3% en 2001), crainte pour la première fois plus fréquente que chez les 18-24 ans (19%).

La peur suscitée par différents risques et maladies est également identique à celle de 2001, seule la crainte à l'égard des accidents de la circulation diminue fortement (68,1% à 58,7%). Un Francilien sur quatre craint le sida pour lui-même, proportion équivalente à celle de 1992.

### % de répondants craignant "beaucoup ou pas mal" pour eux-mêmes les risques suivants



\*indique une différence statistiquement significative au seuil de 5% entre l'enquête concernée et la précédente

En 2004, les jeunes de 18 à 24 ans sont près de deux fois plus nombreux que les Franciliens de 45 à 54 ans à craindre le sida (43% contre 22%) et les IST (39% contre 16%).

### Des attitudes semblent toujours assez favorables à l'égard des personnes séropositives

Les Franciliens sont en 2004 moins souvent qu'en 2001 en faveur d'un dépistage obligatoire pour certains groupes de population, tels que pour les toxicomanes (76,8% contre 81,2% en 2001) ou encore les femmes enceintes (76,8% contre 86,2%). Par ailleurs, depuis 1994, une majorité de Franciliens accepte les personnes séropositives ou malades du sida et peu d'entre eux exprime des opinions

d'exclusion à l'égard des groupes les plus exposés au VIH (cf. tableau).

Néanmoins, plus les circonstances impliquent un degré d'intimité élevé avec une personne séropositive, moins les Franciliens les acceptent : 72% accepteraient de leur confier leurs enfants et seulement 15% d'avoir des relations sexuelles protégées avec elles.

	1992	1994	1998	2001	2004
% de Franciliens d'accord avec "les homosexuels sont des gens comme les autres"	78,6	83,3	83,4	86,3	87,8
% de Franciliens d'accord avec "il faut traiter les toxicomanes comme des délinquants"	18,3	13,9	14,0	12,6	13,5
% de Franciliens qui pensent que le dépistage du VIH devrait être obligatoire en médecine du travail	51,4	54,4	49,4	44,1	37,1
% de Franciliens qui pensent que le conjoint doit avoir accès aux résultats du test de dépistage	84,3	79,5	72,4	67,4	67,4
% de Franciliens se sentant plus proches des personnes atteintes du fait des campagnes d'information sur le sida et les préservatifs	38,6	54,6	46,0	48,3	40,0

Les chiffres en gras indiquent une différence statistiquement significative ( $p < 0,05$ ) entre l'enquête concernée et la précédente.

### Une moindre visibilité du sida

Près de trois Franciliens sur quatre déclarent connaître l'existence des ARV<sup>(2)</sup>, proportion stable depuis 2001, et une large majorité d'entre eux en connaît la nature et les effets.

Alors que le nombre de personnes vivant avec le VIH/sida augmente<sup>(3)</sup>, les Franciliens sont en 2004 moins nombreux qu'en 2001 à déclarer connaître dans leur entourage une personne séropositive (29,4% contre 37,8% en 2001).

Si l'intérêt porté aux campagnes d'information sur le VIH s'est stabilisé entre 2001 et 2004 (30% se déclarent très concernés), elles ont eu moins d'impact sur leur perception du risque et l'adoption de comportements de prévention. Les Franciliens sont notamment moins nombreux à déclarer que ces campagnes les ont incités à effectuer un test de dépistage ou à utiliser un préservatif.

Enfin, parmi les Franciliens n'ayant jamais effectué de test de dépistage, la proportion de ceux qui déclarent avoir pensé à en faire un dans l'année ne cesse de diminuer : de 26,9% en 1994, il est dix ans plus tard de 6,3%.

## Une stabilité du multipartenariat, mais une augmentation de la proportion de femmes déclarant plus d'un nouveau partenaire dans l'année

Années	Hommes				Femmes			
	94	98	01	04	94	98	01	04
<b>Activité sexuelle dans l'année (population hétérosexuelle)</b>								
Sans partenaire	4	3	5	7	4	5	6	7
Monopartenaires	77	82	84	78	86	83	87	84
Multipartenaires*	19	15	12	15	10	11	7	9
<b>% de multipartenaires dans l'année selon l'âge (population hétérosexuelle active)</b>								
18 - 24 ans	32	32	23	40	17	<b>38</b>	<b>10</b>	15
25 - 39 ans	18	16	11	9	10	9	9	12
40 - 54 ans	14	6	7	11	6	4	4	4
<b>% déclarant avoir eu de nouveaux partenaires dans l'année</b>								
un seul	15	12	14	13	12	12	15	<b>10</b>
2 ou plus	12	7	7	8	5	6	<b>2</b>	<b>5</b>

Les chiffres en gras indiquent une différence statistiquement significative (p<0,05) entre l'enquête concernée et la précédente.

\* Multipartenaires : personnes déclarant plus d'un partenaire sexuel au cours de l'année.

## Une évolution contrastée de l'image et de l'utilisation du préservatif

L'opinion à l'égard du préservatif masculin s'améliore depuis 1998, mais reste contrastée. En 2004, les Franciliens sont moins nombreux qu'en 2001 à considérer que le *préservatif diminue le plaisir sexuel* (40% contre 45%). Ils sont encore 10% à penser que le *préservatif c'est compliqué à utiliser* et 6,5% à déclarer qu'ils *auraient honte d'en acheter* ou encore que *c'est pour les jeunes*.

L'utilisation du préservatif lors du premier rapport sexuel se généralise et est d'autant plus fréquente que la date d'entrée dans la sexualité a eu lieu après 1995 : plus de 80% des hommes et 75% des femmes contre 9% si le premier rapport date d'avant 1985.

Par ailleurs, après une baisse de l'utilisation du préservatif en 2001 parmi les hommes, ils sont en 2004 plus nombreux à dire l'avoir utilisé dans l'année : 41% contre 32% en 2001. Néanmoins, cette utilisation plus fréquente du préservatif ne concerne pas les multipartenaires, population qui avait connu une baisse

La proportion d'hommes et de femmes déclarant plusieurs partenaires au cours des douze derniers mois reste stable entre 2001 et 2004, marquant un arrêt dans la tendance à la baisse observée depuis 1992, notamment chez les hommes.

De même, la proportion de Franciliens déclarant avoir eu au moins un nouveau partenaire dans l'année est stable.

Seules les femmes sont plus nombreuses en 2004 qu'en 2001 à déclarer avoir plus d'un nouveau partenaire (5,4% contre 2,1%).

Années	92	94	98	01	04
<b>% pensant que "le préservatif diminue le plaisir sexuel"</b>					
Ensemble	44,9	37,8	43,9	44,8	39,9

Années	Hommes				Femmes			
	94	98	01	04	94	98	01	04
<b>% de Franciliens ayant utilisé un préservatif comme mode de contraception lors du premier rapport sexuel</b>								
Ensemble			36	67			31	58

Années	<b>% d'utilisateurs de préservatifs dans l'année</b>							
	94	98	01	04	94	98	01	04
Ensemble	39	40	<b>32</b>	<b>41</b>	<b>34</b>	35	32	39
18 - 24 ans	75	81	69	81	57	67	61	70
Multipartenaires	83	93	<b>76</b>	78	<b>72</b>	80	75	83
Célibataires	79	83	<b>67</b>	80	66	71	69	77

Les chiffres en gras indiquent une différence statistiquement significative (p<0,05) entre l'enquête concernée et la précédente.

de l'utilisation en 2001. Cette déclaration de l'utilisation reste ainsi parmi les multipartenaires à un plus faible niveau qu'en 1998.

De plus, les femmes âgées de 18 à 24 ans ont déclaré moins souvent avoir utilisé le préservatif lors de leur dernier rapport sexuel qu'en 2001.

## Un recours au test de dépistage dans l'année plus fréquent parmi les jeunes, mais une moindre fréquentation des CDAG<sup>(4)</sup>

En 2004, 12,5% des Franciliens déclarent avoir effectué au moins un test de dépistage au cours de l'année, proportion stable par rapport à 2001, alors que les jeunes sont deux fois plus nombreux.

Toutefois, le recours à une CDAG au cours des cinq dernières années diminue entre 2001 et 2004 (de 16,6% à 11%). Cette baisse concerne une population potentiellement concernée par le virus du sida et qui effectue plus souvent le test de dépistage dans une CDAG : les Franciliens âgés entre 25 et 34 ans, les célibataires et les multipartenaires. De plus, les raisons de ce test sont toujours davantage liées à une gestion du risque de sida que pour ceux n'ayant pas eu recours à une CDAG : désir d'arrêter d'utiliser le préservatif, prise de risque avec un partenaire actuel ou rapports

Années	1992	1994	1998	2001	2004
<b>% de personnes ayant effectué au moins un test de dépistage du virus du sida au cours de l'année</b>					
Ensemble	15,1	<b>20,4</b>	<b>15,0</b>	11,8	12,5
Hommes	15,6	<b>21,3</b>	<b>12,1</b>	8,7	8,4
Femmes	14,6	19,5	18,0	14,7	16,6
18-24 ans	16,8	<b>28,8</b>	<b>17,4</b>	<b>6,7</b>	<b>14,8</b>
25-39 ans	17,9	21,8	21,9	15,9	16,2
40-54 ans	10,5	14,2	<b>4,1</b>	<b>9,4</b>	7,1

Les chiffres en gras indiquent une différence statistiquement significative (p<0,05) entre l'enquête concernée et la précédente.

sexuels non protégés dans le passé.

Enfin, la principale raison avancée par les Franciliens non testés reste l'absence du risque (79%), plus d'un sur trois dit n'y avoir jamais pensé et 13,5% craignent, qu'en cas de résultat positif, leur entourage ne l'apprenne.

## La normalisation du risque du sida s'accompagne d'une fragilisation des connaissances parmi les jeunes

Les résultats de l'enquête de 2001 avaient déjà montré que les jeunes Franciliens âgés de 18 à 24 ans partageaient une représentation sociale du sida de plus en plus proche de celle de leurs aînés, voire manifestaient un désintérêt plus marqué. En 2004, on constate de plus une certaine fragilisation de la connaissance de ces jeunes adultes. Non seulement ils ne retrouvent pas le niveau général de connaissance des modes de transmission de 1998, mais ils maîtrisent également moins bien les risques de contamination liés à certaines pratiques sexuelles. Ils sont ainsi moins nombreux que ceux âgés de 40 à 54 ans à considérer que la pénétration anale non protégée est une pratique ayant un risque élevé de transmission. De plus, comme en 1998, les jeunes déclarent moins fréquemment que leurs aînés connaître l'existence des ARV. Enfin, ils sont plus nombreux à penser à tort que le virus du sida peut être dépisté par une analyse d'urine.

En 2004, on assiste également à une convergence entre les moins diplômés et les plus diplômés des attitudes à l'égard des personnes séropositives et de la perception du risque de contamination du virus du sida.

Le niveau d'études élevé n'est ainsi pour la première fois plus associé à une perception élevée du risque de contamination et apparaît moins lié à la crainte d'avoir déjà été contaminé par le VIH ou à une meilleure acceptation des séropositifs.

Cette tendance à l'homogénéisation des connaissances, des attitudes et des croyances entre les classes d'âge et les niveaux de diplôme confirme la normalisation déjà constatée du VIH/sida dans les représentations sociales. Toutefois, même si le sida semble de plus en plus intégré dans l'univers du risque, les enjeux apparaissent moins maîtrisés. La question se pose alors de savoir s'il est inquiétant que la raison de l'adoption du préservatif soit moins lié au contexte du sida.

## En Ile-de-France comme en France : vers une normalisation du risque du VIH dans les représentations sociales et les comportements de la population adulte

Les résultats des enquêtes de 2001 en France et en Ile-de-France avaient souligné pour la première fois une représentation sociale de la maladie similaire entre les deux espaces et un relâchement des comportements de prévention.

Trois ans plus tard, les représentations sociales restent très proches. Les Franciliens, comme les répondants de l'enquête nationale, ont en 2004 une meilleure connaissance de la maladie qu'en 2001, bien que certains mécanismes de transmission soient toujours mal maîtrisés. L'existence et les effets des traitements ARV sont connus par une majorité de répondants.

Parallèlement, la banalisation de la maladie se poursuit : la crainte de contamination par le virus du sida demeure diffuse, les attitudes à l'égard des personnes malades restent tolérantes, même si une certaine réticence de proximité persiste. Enfin, en s'inscrivant de plus en plus dans le paysage des autres risques sanitaires, le sida suscite moins d'intérêt.

La reprise du multipartenariat constatée en France, n'apparaît pas significative en Ile-de-France. Pour autant, les Franciliennes sont en 2004 plus nombreuses qu'en 2001 à déclarer avoir eu plusieurs nouveaux partenaires dans l'année.

Cette normalisation dans la représentation sociale du

sida ne s'accompagne cependant pas de la poursuite du relâchement des comportements de prévention constaté en 2001.

Le recours au test de dépistage dans l'année est stable et les hommes sont plus nombreux à déclarer avoir utilisé le préservatif au cours des douze derniers mois.

Néanmoins, le recours à une CDAG dans les cinq ans diminue, notamment parmi les Franciliens âgés entre 25 et 34 ans et les multipartenaires. De plus, comme dans l'enquête nationale, l'augmentation de la déclaration de l'utilisation du préservatif dans l'année ne concerne pas les multipartenaires, ni dans une moindre mesure les célibataires, catégories qui avaient connu la plus forte baisse en 2001.

Ainsi, les résultats semblent indiquer qu'une partie de la population, notamment les multipartenaires, reste en 2004 davantage exposée au risque de transmission du virus qu'elle ne l'était en 1998.

Par ailleurs, une analyse plus spécifique sur les jeunes âgés de 18 à 24 ans révèle qu'ils sont toujours moins sensibilisés au VIH/sida que leurs aînés et que leur niveau de connaissance relative à la maladie paraît fragile.

Il semble donc nécessaire de renforcer et de diversifier rapidement les actions de prévention auprès des jeunes.

(1) Infections sexuellement transmissibles

(2) Traitements anti-rétroviraux qui permettent de réduire la charge virale des personnes traitées

(3) Halfen S., Embersin C. & al., CRIPS, ORS Ile-de-France, Bulletin de Santé n°9, sept. 2004.

(4) Centre ou consultation de dépistage anonyme et gratuit